



Groupe de travail Affaires publiques

[Consultation ouverte 'Chemins de transition'](#)

1.1 Quels scénarios de production à l'horizon 2030 bénéficieraient au développement d'un écosystème industriel de proximité vert et d'économie sociale, conformément aux priorités de la stratégie industrielle de l'UE et du plan d'action pour l'économie sociale ?

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie industrielle, l'UE doit proposer un soutien accru aux initiatives alternatives et collaboratives sur les territoires mais aussi des systèmes de mutualisation au niveau européen, avec les moyens nécessaires à la recherche et développement, à l'amorçage et au changement d'échelle des modèles socio-économiques spécifiques de l'innovation sociale et environnementale. L'économie doit se restructurer en ce sens dans un contexte où 85% des métiers de 2030 n'existent pas encore (Dell et Institut pour le Futur).

Certains secteurs industriels en particulier justifient la mise en place de systèmes de coopération locale, nationale et européenne entre acteurs publics, privés et tiers secteur.

C'est le cas des secteurs qui pourvoient aux besoins essentiels des citoyens et travailleurs - domaines par essence stratégiques - et qui doivent massivement être décarbonés, à savoir :

- La mobilité verte (Mobicoop, Railcoop)
- L'énergie verte (Enercoop)
- L'eau et plus largement la gestion des ressources naturelles (Coopérative de l'Eau des Deux-Sèvres)
- L'alimentation durable (BioCoop)
- Le logement durable (mouvement de l'habitat participatif)
- La production textile et de mobilier avec le développement des modèles d'économie circulaire (Label Emmaüs)
- Le numérique (Commown)

Les sous domaines liés au numérique sont nombreux, allant de la limitation de l'empreinte environnementale du secteur à la protection des travailleurs des plateformes en passant par la médiation et l'inclusion numériques sur les territoires.

Ainsi, de véritables mécanismes de soutien aux investissements dans l'économie sociale, verte et innovante doivent être créés. Cela peut se faire par une augmentation des fonds alloués aux structures de ces secteurs respectifs, ou en refaçonant les systèmes de taxation qui les concernent (via la TVA notamment, mais aussi les crédits innovation ou les exonérations de charges sociales qui existent déjà pour les entreprises innovantes).

Nous proposons pour développer un écosystème industriel de proximité vert et d'économie sociale :

- de promouvoir des projets et des investissements communs dans les technologies entre l'ESS et les PME innovantes
- de faciliter l'accès aux financements de nouveaux modèles conjuguant transition numérique et ESS
- de mettre en place une fiscalité adaptée à l'ESS

1.2 Quels sont les principaux défis à relever pour assurer la transition écologique de cet écosystème industriel, dans le cadre de cette filière ? Pouvez-vous fournir des données ou des preuves pertinentes ?

Les coopératives ont elles même une approche active dans la transition écologique. Nombre de structures ont des projets focalisés sur une action directe auprès des populations concernées, en limitant leur impact carbone.

Dans ce contexte, il est nécessaire de :

- Renforcer les moyens des plateformes citoyennes (économie collaborative) poussées par l'Économie sociale via des pour arriver à remplir les objectifs ambitieux de l'UE. En effet, ces plateformes - à condition d'avoir des moyens équivalent au secteur privé - pourraient permettre de multiplier les circuits courts sur les territoires entre organisations de l'Économie sociale et consommateurs - particuliers et entreprises. A titre d'exemple, ESS France a lancé Carteco, une carte des initiatives de la transition écologique et solidaire.

- Renforcer la place de l'économie sociale dans les modes de production. En effet, au regard de l'impact environnemental de la phase de fabrication du numérique (78% de l'impact carbone du numérique selon l'ADEME), il est primordial que les politiques publiques industrielles visant à une utilisation durable des équipements numériques s'appuient étroitement sur les organisations de l'économie sociale qui proposent chaque jour des alternatives sans chercher à maximiser leur profit : Fairphone et l'[ONG](#) Closing The Loop (Pays Bas), Télécoop en France, ou encore la coopérative Nubo en sont des exemples forts.

- Structurer des filières locales de récupération et de reconditionnement des terminaux informatiques. L'économie circulaire, axée sur l'allongement de la durée de vie des objets et leur réutilisation, entre dans cette ligne de compte. Commown et Label Emmaüs ont comme cœur de métier la réutilisation des composants ou des terminaux. De telles initiatives améliorent aussi le pouvoir d'achat des personnes, tout en limitant les impacts négatifs corollaires d'autres plateformes de l'économie marchande. Le SOGA et ses membres comme la MedNum s'engagent à aider à la mise en oeuvre cette politique.

- Conditionner les investissements européens en matière de transition environnementale et numérique à des critères sociaux, sur lesquels l'Économie sociale aura un "avantage compétitif".

- Créer une agence européenne spécifiquement dédiée à la transition environnementale des organisations de l'économie sociale, à même de proposer formation et accompagnement à prix accessibles.

1.3 Sur quels défis êtes-vous prêts à travailler conjointement avec d'autres parties prenantes pour la transition verte de cet écosystème industriel, dans le cadre de ce parcours ?

Depuis sa création, le SOGA s'est engagé à rassembler les acteurs de la transition numérique et de l'économie sociale pour renforcer leurs moyens respectifs.

L'association composée de membres issus de divers secteurs est à l'origine de plusieurs projets de communs numériques à vocation sociale. Nous cherchons précisément à mutualiser la recherche & développement, les missions de conseil en transition, la recherche de financements européens, la communication, la Gestion prévisionnelles des emplois et des carrières... pour l'ensemble de notre membres - SMOs qui n'ont que peu de moyens propres à allouer à ces fonctions.

- Il semble donc primordial de promouvoir les partenariats de type transsectoriels aux différents acteurs européens. De fait, le SOGA espère rassembler davantage d'acteurs engagés dans la transition verte de nos économies.

1.4 Quels engagements et/ou actions en faveur de la transition verte de l'écosystème avez-vous l'intention de présenter dans le cadre de ce parcours ?

Le SOGA et ses membres accordent une sensibilité particulière à la limitation de l'empreinte carbone de leurs actions, notamment à celle du stockage de données.

Dans le cadre de la décennie numérique européenne, la place du numérique sera de plus en plus grande dans nos économies, y compris dans l'écosystème de l'économie sociale. Ainsi, au quotidien, il sera nécessaire de :

- Éduquer les populations aux pratiques de sobriété numérique par un renforcement des dispositifs de médiation numérique opérés sur les territoires par des organisations de l'Économie sociale
- Promouvoir des solutions moins énergivores pour éviter des consommations inutiles. Cela peut se faire à travers l'aide aux centres de stockage de données sur le territoire européen, et à pousser les organisations à les utiliser.
- Développer l'utilisation d'outils numériques ouverts et peu énergivores. Cela constitue un levier important pour limiter l'impact carbone généré par un travail de plus en plus distanciel. Les communs numériques décrits dans les travaux d'Henri Verdier, par exemple, viennent aussi limiter l'impact environnemental du secteur et ont des valeurs démocratiques de gouvernance horizontale. De plus, ils sont l'un des rares modèles alternatifs crédibles pour contrer le pouvoir des GAFAM.

Le SOGA, comme acteur de gestion et de co-création de communs numériques, s'engage à continuer sur cette voie en sensibilisant les acteurs européens du cloud et de la données pour développer avec l'économie sociale un numérique souverain.

2.1 Quels scénarios de sortie pour 2030 bénéficieraient au développement d'un écosystème industriel de proximité numérique et d'économie sociale, conformément aux priorités de la stratégie industrielle de l'UE et du plan d'action pour l'économie sociale ?

D'ici 2030, dans sa volonté de voir émerger un modèle plus social et plus respectueux de la planète, l'UE doit être leader mondial de l'économie sociale numérique. Pour ce faire, la création d'un fonds européen ambitieux de plusieurs millions d'euros serait primordiale. Elle viendrait pallier les manques de financement des communs et des services numériques d'intérêt général ayant pour objectif de se répliquer à l'échelle européenne.

Ce fonds pourrait s'opérer de manière mixte, mélangeant subventions, dette, et contrats à impact sociaux. Une fois créé, et combiné à des politiques européennes et nationales en phase avec ces objectifs, il pourrait permettre de voir émerger une gouvernance représentative et horizontale du numérique et de ses outils à travers :

- Une croissance du nombre de coopératives de plates-formes et d'initiatives tech for good.
- Un soutien actif aux modèles alternatifs pour une meilleure gestion de la donnée, de la blockchain et de l'IA par une gouvernance collaborative, démocratique et coopérative.
- L'instauration de groupes de travail et d'instances de gouvernance destinés à l'économie sociale dans le plus grand nombre d'organisations, lucratives ou non. Une meilleure représentativité des acteurs dans les groupes de travail liés aux questions numériques.    cette fin, les acteurs de l'économie sociale et solidaire doivent être pleinement reconnus comme parties prenantes aux discussions relatives à la transition numérique.
- Le soutien aux petites structures est un levier d'action fort pour aller vers une économie de proximité et de la compensation pour assurer l'égalité territoriale sur le continent.

En somme, ces différentes actions, si elles sont menées à bien, mèneront à la souveraineté européenne en matière numérique. Utilisé dans tous les secteurs de l'économie, rendre le numérique souverain aura un impact certain sur ces derniers (secteurs de l'alimentaire, de l'agriculture, de l'énergie, de la santé).

2.2 Quels sont les principaux défis à relever pour assurer la transition numérique de cet écosystème industriel, dans le cadre de ce parcours ? Pouvez-vous fournir des données ou des preuves pertinentes ?

- Encourager - en termes financiers, d'achat public et en termes de visibilité - la réplicabilité, les alliances ou mutualisations des initiatives numériques européennes (modèle des Licoornes en France).
- Proposer des outils de coopérations aux acteurs de l'économie sociale mobilisée pour la transition environnementale et numérique. L'outil open-source Social Tech Atlas, lancé en 2021, vise à renforcer les moyens pour aller vers transition en identifiant les structures de l'économie sociale et de la transition numérique au niveau européen.

- Reconnaître les spécificités des modèles numériques dans l'Économie sociale, au travers d'une extension des Services (économiques) d'intérêt général au domaine numérique. Par exemple, Wikipédia est aujourd'hui menacé par le Digital Services Act, qui considère la plateforme comme un "Gatekeeper" alors que son fonctionnement et son modèle économique sont drastiquement différents.
- Faire monter en compétences et en expertise les travailleurs en matière de gestion de projet à l'échelle européenne.
- Développer des vocations dans la Social Tech en sensibilisant les jeunes diplômés et les personnes en reconversion à sa pertinence pour l'intérêt général. Notre projet Social Tech Academy s'inscrit parfaitement dans cet objectif.

2.3 Sur quels défis êtes-vous prêts à travailler conjointement avec d'autres acteurs pour la transition numérique de cet écosystème industriel, dans le cadre de ce parcours ?

En accompagnant des projets souhaitant s'industrialiser à l'échelle numérique, le SOGA et ses partenaires (Simplon, Social Builder, Latitudes parmi d'autres) s'engagent dans des alliances pour la montée en compétence des travailleurs. La requalification des salariés et entrepreneurs vers des activités plus en lien avec les valeurs de l'économie sociale et de la transition numérique est primordiale.

Pour y arriver, le SOGA et ses partenaires souhaitent prendre part à cette transformation de l'écosystème à travers son projet Social Tech Academy, cofinancé par le programme Erasmus+. Il vise à créer une plateforme de ressources en ligne sur les métiers de la Social Tech. L'objectif est ici d'attirer et de former un maximum de jeunes talents ou de personnes en reconversion dans le secteur de l'économie sociale, ainsi que de renforcer les compétences des nombreux bénévoles de l'économie sociale. Alors que 85 % des métiers de 2030 n'existent pas encore, il est nécessaire de former à leur dimension qui sera vraisemblablement numérique, responsable et durable.

Par ailleurs, depuis sa création, l'association souhaite voir améliorer l'accès aux financements des projets structurels au sein de l'économie sociale, notamment dans leurs matériels numériques. Il est primordial de financer des structures sociales au-delà des projets qu'elles présentent, mais aussi en les aidant dans leur transformation numérique.

2.4 Quels engagements et/ou actions en faveur de la transition numérique de l'écosystème avez-vous l'intention de présenter dans le cadre de ce parcours ?

Le SOGA s'engage à encourager le renforcement de son alliance transsectorielle et forte de plus de 70 membres, et invite les acteurs européens à faire de même. Encourager de nouvelles alliances entre acteurs de l'économie sociale et de l'innovation est un prérequis pour aller vers une économie plus responsable.

L'association s'engage à promouvoir les bonnes pratiques de sobriété numérique, tout en poussant à son innovation. Il est nécessaire de voir grandir la place qu'a l'économie sociale

dans nos sociétés, qui seront de plus en plus numériques. Le SOGA s'engage pour voir un meilleur soutien émerger envers les structures qui contribuent à aller vers ce modèle.

Par exemple, grâce aux données ouvertes, nombre de citoyens peuvent lancer des initiatives numériques utiles à la société. Le SOGA soutient les initiatives des pouvoirs publics visant à soutenir les citoyens et les organisations dans des projets numériques sobres. L'Accélérateur d'Initiatives Citoyennes, lancé en décembre 2022 par la France, vient permettre d'apporter un soutien aux citoyens qui en auraient besoin pour créer des projets utiles au bien commun en lien avec la donnée ouverte.

Avez-vous d'autres éléments à apporter ?

Le SOGA a apporté cette contribution en synthétisant les apports de ses 70 membres européens sur ces questions. Elle intervient une semaine après la publication d'une lettre ouverte, adressée aux pouvoirs publics français et européens. Dans un texte de deux pages, le SOGA détaille ses propositions qui visent à :

- Inciter les acteurs de l'innovation technologique à développer et collaborer avec ceux de l'innovation sociale en Europe.
- Accélérer une transition numérique de l'ESS à son image en Europe
- Assurer une égalité des chances effective et des droits à la transformation numérique
- Développer des compétences numériques liées à la citoyenneté et nouveaux métiers
- Débrider les financements pour l'innovation numérique des organisations de l'ESS et le développement de nouveaux modèles

Ces différentes propositions sont la clé de voûte et la raison d'être du SOGA, qui vise à ancrer l'économie sociale et solidaire dans son futur numérique.